

P. 6 Grand format
Le CHU de Lille
réalise des travaux
financés par
La Banque Postale

P. 8 D'intérêt général
Ensemble pour
une logistique urbaine
plus durable

P. 14 Traits d'union
La Poste à la rencontre
des jeunes des
Hauts-de-France

postéo

HAUTS-DE-FRANCE

le billet de...



Georges de Wazières,
délégué régional du groupe La Poste
en Hauts-de-France

À vos côtés. En quelques années, La Banque Postale, filiale à 100% du groupe La Poste, est devenue le financeur de référence des collectivités locales et du secteur de la santé : témoin de cette capacité d'accompagnement, le financement à hauteur de 23 millions d'euros accordé au Centre hospitalier universitaire de Lille sur un budget total de 46 millions pour la réalisation de travaux sur plusieurs établissements (pages 6 et 7).

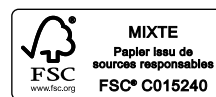
Le groupe La Poste est également aux côtés des mairies, des communautés ou des agglomérations quand il s'agit de travailler au renforcement de l'attractivité des territoires. Un levier trop méconnu est la qualité de la dénomination des voies. Je vous invite à découvrir, au travers des exemples de la Communauté d'agglomération du Douaisis, de la commune de Febvin-Palfart ou de celle de Béthancourt-en-Vaux, comment améliorer ces bases fiscales, optimiser l'intervention des secours ou permettre l'installation de la fibre optique (pages 12 et 13).

Enfin, le groupe La Poste est à vos côtés quand vous vous réunissez pour débattre des grandes transformations de la société et des actions à mettre en œuvre pour répondre aux attentes des concitoyens. Nos équipes étaient présentes pour dialoguer avec vous lors des salons et congrès des associations des maires des cinq départements de la région des Hauts-de-France comme à l'assemblée générale de l'Association des maires ruraux du Nord (page 5).



Certaines photos du magazine ont été prises avant la crise sanitaire.

Le cahier régional de Postéo est édité par la délégation régionale du groupe La Poste en Hauts-de-France. **Directeur de la publication :** Georges de Wazières. **Directrice de la rédaction :** Marie Lac. **Rédacteur en chef :** Laurent Legendre. **Rédacteurs :** Christelle Pommart, Delphine Vanlierde, Laurent Legendre, Marie-Véronique Bousseau, Franck Cislini, Damien Auger. **Crédits photo :** Adobe Stock, Delphine Vanlierde, Laurent Legendre, Camille Lebas, Franck Cislini, Sylvie Weymeels, Marie-Véronique Bousseau, DR. Pages nationales - **Directrice de la publication :** Marie-Aude Dubanquet. **Directrice de la rédaction :** Nathalie Valère. **Rédactrice en chef :** Aurélie Dehecq. **Crédits photo :** Poste Immo, médiathèque du groupe La Poste, Studio FC-Photos/François Cima, DR. Mentions légales La Poste. **Conception et réalisation :** HAVAS PARIS. **Imprimerie :** Gutenberg Networks. Imprimé en France. **Dépôt légal :** décembre 2021. Ce magazine est imprimé sur du papier issu de sources responsables. Dans cette publication, le masculin est le plus souvent utilisé comme représentant des deux sexes sans discrimination à l'égard des femmes et des hommes, et dans le seul but d'alléger le texte.



HAUTS-DE-FRANCE

Facteurs de fierté

Depuis 2019

La PIC de Lesquin utilise l'écopâturage :
zéro bruit, zéro déchet, zéro produit toxique



ÉCONOMIE D'ÉNERGIE

La Poste conforte sa place d'entreprise à impact positif

Déjà engagée vis-à-vis de la société à travers ses missions de service public et son engagement sociétal, elle est la première poste neutre en carbone, et ce, depuis 2012.

Elle se fixe désormais pour ambition dans son plan stratégique 2030 de réduire de 30% ses émissions de gaz à effet de serre. C'est pourquoi, face à l'urgence du réchauffement climatique, le fonds carbone de La Poste alloue, depuis 2017, des financements à ses établissements pour des projets de nature à réduire l'empreinte carbone. C'est par cette démarche que l'éclairage par LED est devenu un standard sur les sites postaux, réduisant ainsi l'empreinte énergétique. Dans les Hauts-de-France, la dynamique est en marche, suscitant un véritable enthousiasme des équipes autour d'initiatives toujours plus ambitieuses. Un appel à projets interne est d'ores et déjà lancé.



CYBERSÉCURITÉ

Docaposte, un tiers de confiance numérique

Du 7 au 9 septembre derniers, les acteurs européens en matière de sécurité se sont retrouvés à Lille Grand Palais pour la 13^e édition du Forum international de la cybersécurité (FIC). Parmi les 450 exposants, Docaposte, filiale du groupe La Poste et tiers de confiance numérique, a présenté ses solutions de sécurisation des échanges et des données au service des collectivités, entreprises et particuliers. Les participants ont découvert, entre autres, sur le stand, la signature électronique en mobilité de Certinomis, L'Identité Numérique La Poste, que l'on peut créer en ligne ou en bureau de poste.



PLUS D'ACTUS SUR
GROUPELAPOSTE.COM
<https://bit.ly/3C0KcmM>

L . E T . O . U . R . D . E . L . A . R . É . G . I . O . N

Le CHU de Lille réalise des travaux financés par La Banque Postale

La Banque Postale finance la moitié des travaux prévus au sein de plusieurs établissements du centre hospitalier universitaire (CHU) de Lille, à hauteur de 23 millions d'euros, sur une durée de vingt ans.

Dans le contexte sanitaire que chacun connaît, La Banque Postale entend plus que jamais poursuivre l'accompagnement des acteurs de la santé dans leurs projets de développement de l'offre de soins dans les territoires. Aussi, lorsque le CHU de Lille a lancé sa consultation pour couvrir ses besoins de financement pour 46 millions d'euros, La Banque Postale a, bien évidemment, répondu « présente ». Les trois établissements financiers qui sont les partenaires bancaires du CHU ont été, comme d'habitude, consultés. L'investissement est destiné à finaliser le chantier de l'institut cœur poumon, les travaux de l'hôpital Jeanne-de-Flandre, le lancement du projet de pharmacie et les opérations relatives au Samu.



G.R.A.N.D.
E.O.R.M.A.T



« Cet exemple témoigne de la qualité de la relation entre le secteur de la santé et La Banque Postale, et plus largement avec le secteur public local, dont La Banque Postale est le premier prêteur bancaire depuis 2015. Par-delà l'action de cette dernière, le groupe La Poste, entreprise multiactivité et à compétences nombreuses et variées, est un partenaire global des décideurs territoriaux. À titre d'exemple dans le secteur de la santé, le groupe accompagne les CHU pour les solutions numériques comme le parcours patient ou la gestion du consentement, l'organisation des services aux patients, à leur famille ou aux collaborateurs de type conciergerie ou encore l'organisation de la mobilité avec le vélopartage, une solution de location de vélos à assistance électrique. »

Franck Cislini,
délégué au développement régional du groupe La Poste en Hauts-de-France

« Le contrat avec le CHU de Lille a été signé début août. Assurer le financement de la moitié des travaux est une fierté pour toute l'équipe chargée du secteur public local de La Banque Postale. Être présent dans ce contexte inédit me tenait à cœur. Il serait inconcevable qu'une banque citoyenne comme la nôtre ne réponde pas favorablement aux besoins de cet établissement hospitalier de 1^{er} rang. Je suis extrêmement ravi de pouvoir les accompagner sur la moitié de leur consultation. Cela reflète la confiance que notre client a dans La Banque Postale. Nos relations régulières avec la direction financière du CHU, notre connaissance de leurs projets et notre solution de financement ont permis de nous positionner sur cet accompagnement financier. »

Thibault Dufour,
chargé d'affaires secteur public local à La Banque Postale



PLUS D'ACTUS SUR
GROUPELAPOSTE.COM
<https://bit.ly/3Doy00E>

Ensemble pour une logistique urbaine plus durable

L'e-commerce poursuit son essor spectaculaire, les villes sont confrontées à une augmentation des flux créant des difficultés pour les centres urbains, menacés de congestion et de pollution. Le groupe La Poste, leader de la logistique urbaine durable, se mobilise aux côtés des collectivités pour développer avec elles des solutions permettant de concevoir des villes plus durables. Explications.



Désengorger les villes et les rendre plus respirables... C'est un enjeu majeur pour les collectivités et leurs administrés. Acteur de la logistique urbaine responsable, le groupe La Poste développe des solutions de logistique décarbonées, en s'appuyant sur son réseau d'opérateurs de livraison : Colissimo, Chronopost, DPD France, Urby, Pickup et Stuart, Poste Immo... Des expertises qu'il met à la disposition des collectivités territoriales, dont il est le partenaire logistique privilégié.

Des solutions pour le diagnostic et l'action

« Nous apportons d'abord aux collectivités des solutions de diagnostic », explique Olivier Storch, directeur général adjoint de GeoPost. Mesure de la qualité de l'air, système mobile de mesure des particules fines... « Les données qui en découlent renseignent sur les modalités de l'action. » Car une fois le diagnostic posé, La Poste accompagne les collectivités dans la mise en place de solutions d'optimisation : restrictions d'horaires et de circulation des véhicules, création de zones à faibles émissions mobilité, mais aussi mise en place de solutions cyclologistiques ou mise à disposition du foncier municipal disponible.

Créer une dynamique vertueuse et coordonnée de la logistique durable

« Le dialogue que nous engageons avec les collectivités vise à créer une dynamique vertueuse entre les différents acteurs de la livraison de marchandises, au-delà des seuls intérêts du groupe. La priorité doit être donnée aux opérateurs les plus vertueux », précise Olivier Storch. En contrepartie, les collectivités s'engagent, en général, à leur octroyer des avantages – par exemple, la mise à disposition de créneaux et de capacités de livraison supplémentaires.

L'accompagnement du transport des marchandises

La logistique urbaine durable ne repose pas seulement sur la régulation des colis, qui ne représente qu'environ 20% des marchandises qui circulent dans la ville. « On a beau avoir des livraisons de colis vertueuses, si rien n'est fait sur la circulation des palettes, le problème ne sera pas résolu, explique Olivier Storch. C'est pourquoi nous encourageons les collectivités à passer des marchés qui intègrent non seulement la fourniture des marchandises, mais aussi leur transport pour le choix d'une logistique décarbonée, avec des économies à la clé. » Fournisseur de solutions transverses de logistique urbaine, La Poste est un opérateur à même d'apporter des réponses en fonction des besoins de chaque territoire.

À Toulouse, une plateforme de logistique urbaine de nouvelle génération



Pour rendre plus « vertueuse » la livraison en centre-ville, le consortium Lumin'Toulouse (le groupe La Poste via Poste Immo, Semmaris, Caisse d'Épargne de Midi-Pyrénées) a investi 28,5 millions d'euros pour réaliser une plateforme de 19 500 m² qui accueillera, en face du marché d'intérêt national (MIN) et à 4 kilomètres de l'hypercentre, des professionnels du colis et de la logistique urbaine. Première plateforme régionale dédiée à la livraison du dernier kilomètre, la zone logistique de Toulouse Fondreyre accueillera aussi des opérateurs locaux pour le stockage et la livraison durable, en centre-ville, de produits secs et de produits frais et froids. Comme le souligne l'adjoint au maire de Toulouse et vice-président de Toulouse Métropole, Jean-Michel Lattes, « pour les années 2021-2026, le groupe La Poste nous accompagne sur plusieurs axes : élaboration d'un schéma d'implantation logistique, levier de la commande publique, adaptation des réglementations, verdissement des flottes, développement des plateformes de livraison et recherche de solutions innovantes ».

les élus nous ont dit “

« L'initiative d'entrepôt mobile de Stuart nous semble extrêmement opportune, à un moment où la dimension environnementale est plus prégnante que jamais. L'usage des mobilités actives (à faibles émissions), particulièrement adaptées à la livraison du dernier kilomètre dans une ville aussi dense que Paris, cumule des avantages (décongestionnement des rues, absence d'émissions de CO₂, silence...) que tous réclament désormais. »

Philippe Goujon,
maire du 15^e arrondissement de Paris

« La Poste est connue et visible de tous sur l'ensemble du territoire. Cette visibilité et cette présence peuvent conférer un rayonnement important aux mobilités à faibles émissions et booster la pratique du vélo pour tous types de déplacements : pour la cyclologistique, les déplacements en entreprise, mais aussi pour ceux du quotidien. Plus les acteurs allant dans le même sens seront nombreux, plus la transition sera aisée. »

Hindeley Mattard,
maire de Colombiers et vice-président du Grand Châtellerault, en charge des mobilités

S'engager dans une finance durable, c'est aussi engager ses partenaires

Dans le cadre de ses objectifs ambitieux de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES), La Banque Postale s'est fixé, outre son engagement de sortie du charbon à 2030, une sortie totale des autres énergies fossiles (pétrole et gaz) à ce même horizon. Sa filiale, La Banque Postale Asset Management (LBP AM), en tant qu'investisseur, appuie sa stratégie sur la finance durable. « Nous participons aux grandes initiatives françaises et européennes : LBP AM a, par exemple, rejoint la coalition Climate Action 100+, qui réunit

600 investisseurs mondiaux dialoguant avec les entreprises les plus émettrices de GES pour inciter à accélérer vers la neutralité carbone. De plus, nous avons développé un engagement actionnarial fort et dialoguons de façon rapprochée avec certains acteurs, comme TotalEnergies, afin d'influencer leur stratégie de transition énergétique. Enfin, notre engagement 100% ISR⁽¹⁾ passe aussi par la mise en œuvre d'une politique RSE cohérente », explique Emmanuelle Mourey, présidente du directoire de LBP AM.

100 fonds labellisés ISR⁽¹⁾, près de **1 milliard** d'encours labellisés Greenfin⁽²⁾.



Objectif zéro émission nette de carbone sur l'ensemble des activités bancaires de La Banque Postale à l'horizon 2040.

Chiffres au 15 octobre 2021.

(1) Investissement socialement responsable. (2) Label d'État dédié à la finance verte, qui garantit la qualité verte des fonds d'investissement.

La proximité, c'est tout une entreprise

Le groupe La Poste innove pour apporter des services utiles à chacun et à la société toute entière. Découvrez, en preuves et en chiffres, comment la proximité s'illustre autant dans ses métiers traditionnels que dans ses nouvelles activités.



32 000
points de services
pour être à moins de 5 km
de chaque Français.



1 million
de repas livrés
au domicile de personnes
âgées ou en perte
d'autonomie.



2,3 milliards
de colis livrés
à travers le monde.



1,1 milliard
de visites
sur laposte.fr et
202,5 millions
de visiteurs en bureau
de poste.



4 511 210
examens du Code
de la route
passés à La Poste
depuis 2016.



249 000
femmes et hommes
mobilisés pour répondre
aux attentes des Français.



225
villes européennes dont
22
métropoles françaises
bénéficieront d'une
livraison propre d'ici à 2025.



1,4 million
de clients
de La Banque Postale
se rendent chaque mois
en bureau de poste
pour retirer leurs
prestations sociales.



1^{er}
prêteur bancaire
aux collectivités
locales et
hôpitaux publics.



1^{er}
hébergeur
de données
de santé en France.



37 846
véhicules électriques.

Sources : données du groupe La Poste 2020.

Traits d'union

#connecter

Renforcer l'attractivité des territoires

Simplifier la vie au quotidien des habitants, améliorer l'attractivité des territoires : La Poste offre des solutions grâce à son ancrage local et à son expertise.

P. 12

#accompagner

Pour faciliter les premiers pas des jeunes dans la vie d'adulte,

La Poste propose de nombreuses solutions d'accompagnement avec Ma French Bank, L'Identité Numérique ou encore le passage du Code de la route.

P. 14



La Poste annonce un investissement de 450 M€ dans son outil logistique pour faire face au boom de l'e-commerce

La Poste entame le deuxième volet de son plan logistique, démarré en 2018, et investit, de nouveau, 450 millions d'euros dans son outil de production sur 4 ans. Cet investissement permettra la construction de 5 nouvelles plateformes et plus de 100 projets

de modernisation et créations de sites de distribution, sur l'ensemble du territoire. Outre la capacité à absorber les flux de colis toujours plus nombreux, cet investissement bénéficiera à l'emploi et aux conditions de travail des postiers.

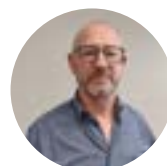
#connecter

Renforcer l'attractivité des territoires

Améliorer l'attractivité des territoires, optimiser l'efficacité des secours... Les élus locaux peuvent s'appuyer sur la connaissance terrain de La Poste pour fiabiliser leur base adresse locale.

En France, la création des voies et des adresses est de la compétence des communes. L'Agence nationale de la cohésion des territoires, avec le soutien des associations d'élus locaux, a choisi de structurer l'adressage géolocalisé par la création de bases adresses locales (BAL), afin de redonner la main aux communes pour attribuer et authentifier les adresses. À terme, les remontées d'adresses vers une base adresse nationale consultable par tous (en open data) seront effectuées

par les communes avec la garantie d'être certifiées par leurs soins. Clé d'une base adresse fiable, ce dispositif de BAL encourage les démarches d'optimisation de l'adressage. En Hauts-de-France, La Poste accompagne les collectivités dans leurs projets. En effet, de la qualité de l'adressage dépend l'efficacité des secours, des services à domicile, des services de la commune et le raccordement à la fibre. L'aide à la dénomination et à la numérotation des voies est une solution proposée par La Poste. Également en interaction avec le cadastre, la pertinence de l'adresse facilite le contrôle de la destination fiscale. Enfin, outil de communication, la sémantique de l'adresse contribue à la politique de dynamisation des territoires et à leur image.



« La géolocalisation est un enjeu à la fois de sécurité et écologique. Il est important pour le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) et les services de sûreté de réussir à trouver le site sans aucune difficulté. Sur une zone économique où vous avez des livraisons avec des semi-remorques, il faut absolument éviter que les poids lourds circulent inutilement, en cherchant leur route au contact des citoyens, pour éviter les problèmes de sécurité et de pollution. Le livreur doit donc trouver facilement son point de livraison. Avec tous nos partenaires, il nous faut avoir une adresse fiable, commune à tout le monde. »

Alain Wallart, vice-président au sein de la communauté d'agglomération du Douaisis, en charge du contrôle de gestion et des commandes groupées



« Dans l'animation économique, une bonne géolocalisation améliore l'attractivité du territoire et contribue à l'emploi. Un projet de dénomination et de numérotation permet de faire bénéficier toutes les entreprises d'une accessibilité et participe à leur communication avec les clients. Il promeut également l'image de la zone d'activité. La Poste accompagne les projets en faisant appel tant à une expertise historique des composantes de l'adresse qu'à la connaissance terrain dont disposent les facteurs. Elle participe aussi à la communication auprès des entreprises et des administrés. »

Benoît Coupechoux, référent pour l'efficacité territoriale Nord de la France



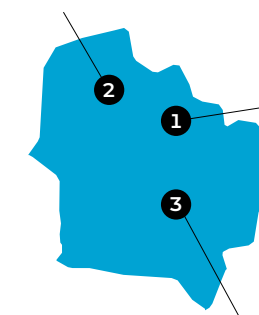
2

FEBVIN-PALFART (62)

Febvin-Palfart optimise l'intervention des secours

Confronté à des difficultés dans le numérotage des habitations, Jean-Luc Évrard, maire de Febvin-Palfart, porte le projet de revoir la dénomination de certaines voies. Il fait alors appel à Philippe Samyn, expert de l'offre d'Aide à la dénomination et à la numérotation des voies (ADN) dans les Hauts-de-France. « Nous voulions résoudre le problème des extensions d'adresse. Entre les lettres A, B, C, D ou les bis, ter..., cela devenait trop compliqué, surtout pour les nouvelles constructions. Nous voulions éloigner le risque que les services de secours n'interviennent trop tard auprès de l'un de nos administrés à cause d'une adresse mal ou non référencée. »

Febvin-Palfart



Douaisis Agglo

1

DOUAISIS AGGLO (59)

Douaisis Agglo choisit ADN pour l'adressage de ses parcs d'activité

En partenariat avec la Direction départementale des finances publiques (DDFIP), l'EPCI du Douaisis, soit 35 communes et 149 000 habitants, a choisi de se faire aider par les experts et les facteurs de La Poste pour améliorer l'adressage des locaux professionnels. Un audit des entreprises implantées, réalisé sur 19 parcs d'activité, a permis de restituer à chaque maire un fichier d'adresses couplé aux bases cadastrales ainsi que sa liste de préconisations. Ce projet, complété d'un accompagnement de la prise en main de l'outil de remontée de la Base Adresse Locale, leur servira aussi pour la certification.



Béthancourt-en-Vaux

3

BÉTHANCOURT-EN-VAUX (02)

Béthancourt-en-Vaux optimise son accessibilité numérique

Début 2021, lors du passage à la fibre optique, des administrés de Béthancourt-en-Vaux ont signalé à la municipalité des problèmes d'accessibilité à ce service et aux bénéficiaires associés (très haut débit, réduction des perturbations...). Ces problèmes mettent en lumière des absences de code Hexaclé⁽¹⁾, causées par des défauts d'adressage. Le maire, Philippe Goncalves, et son adjointe initient alors sur la commune un projet d'aide à la dénomination des voies par La Poste. Celle-ci guide les corrections à apporter et accompagne la communication de la commune auprès de ses administrés sur les modifications d'adresses nécessaires.



(1) Clé qui codifie l'adresse géographique (numéro, voie, commune) d'un bâtiment.



#accompagner

La Poste à la rencontre des jeunes des Hauts-de-France



Les jeunes de 15 à 29 ans représentent plus de 1,1 million de personnes en Hauts-de-France. Dans le cadre de son plan stratégique « La Poste 2030, engagée pour vous », le groupe La Poste ambitionne de devenir le partenaire de l'autonomie des jeunes en les aidant à prendre leur envol.

Le groupe La Poste a lancé des dispositifs visant à accélérer ses efforts dans cinq domaines, dont celui des jeunes. Les quatre autres domaines étant : les pros, l'intelligence artificielle et les données, les territoires et la logistique urbaine. Les jeunes de 15 à 29 ans représentent en Hauts-de-France plus de 1,1 million de personnes. C'est pourquoi le groupe s'adresse prioritairement à eux, avec deux extensions : les ados de 12 à 14 ans

et les jeunes actifs de 30 à 34 ans. De par son positionnement universel et ses valeurs, La Poste est le seul acteur à pouvoir répondre à la diversité de ces profils de jeunes sur l'ensemble du territoire. La proximité, l'accessibilité, les valeurs citoyennes et environnementales... sont autant d'atouts qui permettent au groupe d'envisager de devenir le partenaire de l'autonomie des jeunes en les aidant à prendre leur envol en leur proposant des offres plus lisibles et davantage en adéquation avec leurs besoins. Pour encore plus de proximité, La Poste est allée sur cinq campus de la métropole lilloise, à la rencontre des étudiants, du 11 au 15 octobre 2021, sur les sites suivants : EDHEC Lille, UFR LEA – Université de Lille, IÉSEG Lille, ISCT, IUT C Roubaix. C'est aussi pourquoi le bureau de poste de Lille Cormontaigne, situé à proximité de la faculté « La Catho », est conçu pour les jeunes et leur propose tous les services qui leur sont dédiés.

« Le bureau de poste de Lille Cormontaigne est devenu en 2020 le premier Format Jeunes des Hauts-de-France. À quelques pas d'une station de métro et de La Catho à Lille, nous sommes attentifs à y proposer une offre qui réponde aux attentes des générations Y et Z. Une borne digitale multiservice leur permet de s'informer sur les offres dédiées à chacun de leurs moments de vie, de se connecter aux services en ligne du groupe La Poste, de prendre rendez-vous avec un conseiller bancaire, d'accéder à l'offre logement et aux garanties locatives ou encore de candidater en deux minutes

Plus de 3000 : capacité d'accueil pour passer l'examen du Code de la route au bureau de poste de Cormontaigne.

sans CV aux offres d'emploi locales. Nous mettons aussi à leur disposition une borne d'impression libre-service, des box à clé, une offre en téléphonie et un espace de coworking. Nous avons également la capacité, depuis juin, de permettre à plus de 3000 jeunes de passer leur Code de la route avec nos examinateurs au sein même du bureau. »

Mikael Brenne, directeur de territoire Lille Métropole La Poste, direction régionale Réseau & Banque Nord-Pas-de-Calais



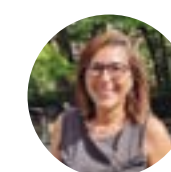
Partenaire des jeunes pour soutenir leur autonomie

Après deux années passées dans des conditions inédites, plus que jamais les jeunes aspirent à l'autonomie. Les étudiants peuvent compter sur La Poste pour faciliter leurs premiers pas dans la vie adulte.

Confrontés à leurs premières démarches administratives en autonomie, les jeunes peuvent compter sur La Poste pour leur faciliter l'appropriation de ces dernières, en ligne et en toute sécurité, avec L'Identité Numérique. L'apprentissage de la gestion des documents est aussi encouragé avec le coffre digital Digiposte. Des solutions faciles que La Poste a pu expliquer aux étudiants lors de la journée « Campus en fête » de l'Université de Lille, le 9 septembre 2021.

L'Université de Lille a également signé en juin un nouveau partenariat avec La Poste pour faciliter le projet de permis de conduire des étudiants de première année en finançant le coût d'un passage du Code de la route auprès de La Poste. Celle-ci, en offrant aux étudiants la possibilité de passer leur code dans 57 centres situés dans les Hauts-de-France, contribue à leur future employabilité. Quelques clics suffisent sur www.lecode.laposte.fr pour réserver une session d'examen. Cet accord en faveur de l'insertion des jeunes est au cœur de notre projet commun de cohésion sociale et territoriale.

2500 examens du Code de la route pris en charge par l'Université de Lille.



« Dans le cadre d'un plan d'aide de 1 million d'euros destiné aux étudiants en difficulté suite à la crise sanitaire, le projet Code de la route nous est venu car c'est un vrai besoin pour nos étudiants. On a le plaisir de voir des gens réussir dans la première étape de leur projet de permis de conduire

et aussi d'avoir mis en place un dispositif spécifique avec notre partenaire La Poste, une exclusivité, pour faciliter leur accès à l'examen sans déboursier 1 euro, puisque c'est pris en charge par l'Université. »
Malika Laouail, directrice adjointe de la vie étudiante à l'Université de Lille

« Finances locales : une crise moins grave que prévu ? »

MINI-CV

Depuis juin 2018
Directeur des études
à La Banque Postale.

2006-2018
Directeur associé
de Kalyps, société
de conseil en finance
et gestion locales.

1995-2006
Directeur des finances
puis directeur général
adjoint du département
du Val-d'Oise.



RÉFLEXIONS

La direction des études de La Banque Postale a publié la note annuelle de conjoncture sur les finances locales, présentée à la presse le 1^{er} octobre dernier. Pour *Postéo*, **Luc Alain Vervisch**, son directeur, également administrateur de l'AFIGESE⁽¹⁾ et membre du conseil scientifique de l'OFGL⁽²⁾, en décrypte les grands enseignements et questionne l'avenir proche.

Comment les finances des collectivités locales se portent-elles en 2021, après la crise sanitaire ?

Le premier enseignement de cette étude est que la crise a été moins dure, sur le plan des finances locales, que ce que l'on aurait pu redouter. Et cela en raison, tout d'abord, de la nature même des recettes locales, en grande partie moins sensibles à la conjoncture (les taxes foncières, par exemple). Pour cette raison, la crise a donc moins pesé sur les finances des collectivités que sur celles de l'État ou de la Sécurité sociale. Ensuite, la reprise a été plus rapide que prévu, ce qui tient, outre au traditionnel « effet de rebond », pour partie à un phénomène inattendu : la modification du marché immobilier. Celui-ci est une composante assez importante des finances locales, en particulier départementales. Que s'est-il passé ? D'abord, le développement du télétravail ; ensuite, les taux d'intérêt qui ont atteint des plateaux historiquement bas ; enfin, l'épargne accumulée par les ménages lors de la crise : ces trois facteurs conjugués ont permis aux ménages d'investir plus largement dans le foncier. En conséquence, le marché des transactions immobilières, via ce que l'on appelle « les frais de notaire », a ainsi rapporté des recettes supplémentaires aux collectivités. Le deuxième enseignement est que les investissements locaux sont en forte progression, ce qui est très atypique pour une première année de mandat pour les maires,

et que l'autofinancement (que l'on appelle souvent « épargne brute ») des collectivités est en voie de reconstitution.

La tendance des indicateurs « au vert » va-t-elle se confirmer ?

Ces résultats plutôt encourageants ne doivent pas masquer des interrogations. D'abord, rien n'indique que le marché immobilier se maintienne à ce rythme ; personne ne peut prévoir quelles seront les recettes, notamment des départements, à partir de l'année prochaine. Ensuite, on observe des tensions inflationnistes, dues notamment au renchérissement des coûts de l'énergie, des coûts d'acheminement des matières premières ou des prix dans le BTP. Quels en seront les effets sur les finances publiques locales ? Nul ne le sait avec précision. Enfin, l'évolution des politiques publiques locales aura un impact en termes de dépenses. Ainsi, le développement du télé-enseignement peut se traduire par une augmentation des dépenses d'équipement ; l'adaptation des transports en commun aux nouveaux usages post-crise ou le développement du transport à la demande pourraient entraîner des coûts supplémentaires. Pour conclure sur une note positive, les indicateurs « au vert » pour 2021 montrent que l'assainissement des finances publiques locales peut dégager des marges de manœuvre, permettant de faire face, dans l'avenir, à un environnement incertain.



RETROUVEZ LA NOTE
DE CONJONCTURE SUR
LABANQUEPOSTALE.COM
<https://bit.ly/3qtNyM>

(1) Association Finances-Gestion-Évaluation des collectivités territoriales, qui rassemble plus de 400 collectivités, a été fondée en 2000 et est un partenaire de longue date de La Banque Postale.
(2) Observatoire des finances et de la gestion publique locales, « un lieu de collecte, d'analyse et de partage d'informations » dont les missions actuelles ont été définies par la loi du 7 août 2015.